



Quand j'aurai fini de lire ces 1200 pages, je n'aurai sans doute pas le courage de rédiger quelques notes de lecture. J'attaque donc par morceaux, avec le premier tome des Mémoires de guerre, qui couvre la période de 1940 à 1942.

Pourquoi d'abord lire de Gaulle aujourd'hui ? Sans doute parce qu'il a fait la France de l'après-guerre, et parce que c'est la suite de ce qu'il a fondé que nous n'arrivons pas à trouver.

Après tout, selon Daniel Cohn-Bendit, les deux maux de la France moderne se nomment gaullisme et communisme.

Autant plonger donc à la racine du mal (si mal il y a...), pour chercher un nouveau chemin, et comprendre ce qui s'est joué dans l'histoire nationale pendant cette guerre qui opposa aussi les français entre eux, dans une querelle qui n'est pas entièrement apaisée.

Dès 1940, de Gaulle prétend en effet incarner la légitimité française à travers la France libre, assurant ainsi une continuité institutionnelle. Les pétainistes lui refusent évidemment cette légitimité, mais certains expatriés français non pétainistes, comme Saint John Perse, lui sont aussi opposés sur ce point. Ils préfèrent s'engager, à titre personnel, aux côtés des américains ou des britanniques : pour eux, la France est perdue. Parmi les opposants à de Gaulle, on trouve aussi Jean Monnet lui-même. Il écrit au chef de la France libre :

"Vous avez tort de constituer une organisation qui pourrait apparaître en France comme créée sous la protection de l'Angleterre... Je partage complètement votre volonté d'empêcher la France d'abandonner la lutte, mais ce n'est pas de Londres que peut partir l'effort de résurrection."

De cette ambiguïté, qui a conduit de Gaulle, dès 1940, à incarner la continuité républicaine, nous payons encore le prix : si la République était à Londres, qui était responsable des crimes de Vichy ?

Jacques Chirac a, en grande partie répondu, en reconnaissant la culpabilité du régime vichyssois, mais une part de l'attrait de l'Europe pour les français, réside aussi dans le fait qu'il y a, dans la République post-1945, un fondement en partie vicié. Notamment pour la génération qui, comme la mienne, a découvert grâce à [Robert Paxton](#), les crimes refoulés d'une partie de la France dans la deuxième guerre mondiale.

Si cet éclairage de Paxton était bienvenu, et juste, je crois qu'aujourd'hui, il convient aussi de renouer avec la face brillante de l'histoire de France qui a, pour le coup, était occultée, et cette relecture de de Gaulle y conduit directement.

\*

Le premier tome des Mémoires de guerre nous rappelle que de Gaulle n'est pas sorti du néant avec l'appel du 18 juin. De 1925 à 1940, il a en effet continuellement travaillé à moderniser la doctrine militaire de la France. Nommé au sein de l'état-major de Pétain dès 1925, il promeut dès lors l'adoption par l'armée française de corps d'armée motorisés. Au lieu de saupoudrer les armées classiques de quelques chars, qui servent plus de canons mobiles que de forces d'avant-garde, il souhaite constituer quelques divisions blindées fortes et cohérentes, soutenues par l'aviation.

Ce débat (extrêmement simplifié), pourrait paraître affaire de spécialistes, il est aussi, en réalité, très politique. Il révèle une différence d'attitude entre des conservateurs (les cadres supérieurs de l'armée française après la première guerre mondiale, et plus particulièrement Pétain) et quelques modernistes.

Les conservateurs entendaient, derrière la ligne Maginot, conserver les mêmes doctrines de combat que celles de 1918. Les modernistes, et de Gaulle n'était pas seul parmi eux, voulaient tirer toutes les conséquences de l'émergence des armes blindées et motorisées, chars et avions. La défaite de 1940 s'explique aussi par la lenteur qu'il a fallu pour convaincre de la validité des thèses modernistes un milieu militaire et politique particulièrement prudent. En sens inverse, Hitler, pour

l'Allemagne, a su se convertir très vite au concept de guerre éclair (de Gaulle affirme d'ailleurs qu'Hitler avait étudié son livre *Vers l'armée de métier*, dès sa parution en 1934).

Le débat déborde la sphère militaire parce que, bien évidemment, une réorganisation militaire doit être validée par le politique. Et, en arbitrant ces débats techniques, le politique doit intégrer d'autres considérations, non militaires.

C'est ce que fit notamment Léon Blum, et qui le conduisit à rejeter les idées avancées par de Gaulle. Il craignait, selon de Gaulle, d'apparaître, en passant d'une posture militaire défensive à une posture potentiellement agressive, comme donnant à l'armée un rôle trop important. Paul Reynaud, à l'inverse, appuya constamment de Gaulle dans ses actions de *lobbying* politico-administratif, pour employer un vocabulaire d'aujourd'hui. De Gaulle rend cependant justice à Léon Blum de s'être rallié à ses idées, quoique trop tardivement, début 1939.

Ce qu'il convient d'ailleurs d'avoir en tête, c'est que les questions de défense, depuis notamment qu'Hitler a réoccupé la Rhénanie en 1936, sont parmi les questions politiques de première importance (certes, après les réformes sociales du Front populaire). Ce n'est donc pas par hasard que le 6 juin 1939, de Gaulle est nommé sous-secrétaire d'Etat à la Défense nationale : son engagement politique n'est pas neuf. La valeur du personnage est d'ailleurs renforcée par le fait qu'il a été l'un des rares chefs d'unité à remporter, sur le terrain, face aux allemands, quelques trop petites victoires.

Les pages qui décrivent d'ailleurs cette drôle de guerre, cette bataille de France, si vite perdue, sont d'ailleurs passionnantes et rendent claires, pour le profane, des questions de tactique et de stratégie militaire.

S'il ne détaille pas, comme Marc Bloch le fait dans [l'étrange défaite](#), l'attitude défaitiste et déjà presque collaborationniste d'une partie des élites françaises, il n'y est pas indifférent.

De Gaulle est en effet persuadé que le gouvernement doit quitter la France pour prolonger la bataille depuis l'outre-mer (comme le firent, il le rappelle plus loin d'ailleurs, en évoquant le climat politique de Londres, la plupart des pays occupés dont les gouvernements se réfugièrent dans la capitale britannique, alors même qu'ils ne bénéficiaient pas de colonies et d'une flotte puissante). Mais un homme comme Weygand, commandant suprême nommé en mai 1940, préfère l'armistice. En juin, il s'écrie, selon de Gaulle, "*Ah, si j'étais sûr que les allemands me laisseraient les forces nécessaires pour maintenir l'ordre*". On ne peut mieux illustrer l'idée que pour une partie de la droite française, mieux valait Hitler que le Front populaire.

Pour de Gaulle, le choix est clair, face au défaitisme de nombre de ses pairs et d'une partie de la classe politique, il lui faut poursuivre le combat. C'est ce qui l'amène à désertir (en juillet 1940 il est condamné à mort par contumace, on l'a aujourd'hui oublié) et à rejoindre Londres.

La fin de cette première partie illustre comment, à travers des épisodes politiques et militaires successifs, de Gaulle constitue un noyau qui forme peu à peu un quasi gouvernement de la France, en exil, malgré le maintien, à Vichy, d'une apparence de légitimité.

Les années 1941-1942 sont l'objet d'un récit passionnant, mais que je ne souhaite pas résumer ici car je veux d'abord m'attacher à la portée politique de cet ouvrage passionnant.

Pour revenir sur la question initiale, celle de la continuité républicaine, je crois qu'autour de de Gaulle, la France a bien contribué à vaincre l'Allemagne. Dès 1940, de Gaulle est reconnu par Londres comme chef des *free French*, Churchill acceptant de le financer, les dépenses correspondantes étant à rembourser après la victoire, par la France ; les Etats-Unis adoptent une disposition similaire en novembre 1941.

En conclusion provisoire, s'il était faux, mais nécessaire à un rapide rétablissement, de considérer que, pendant la guerre, la France était à Londres, incarnée par de Gaulle ; il serait absurde de continuer à croire aujourd'hui, que la France réelle, moisie dirait Sollers, était à Vichy. La France, de 1939 à 1944 était en proie à une maladie mortelle dont elle sut se remettre grâce aux alliés, bien sûr, mais aussi grâce aux français libres.

Quelques points méritent encore d'être évoqués après cette conclusion provisoire.

De Gaulle relève à l'occasion l'une des raisons qui a pu pousser certains militaires à ne pas combattre : "*Au fond, si Darlan*

[Amiral de la flotte en 1940, puis ministre de la Marine] *et ses seconds renonçaient à jouer le rôle magnifique que leur offraient les événements et à devenir le recours ultime de la France, alors que par contraste avec l'armée, la flotte se trouvait intacte, c'est parce qu'ils se trouvaient certains de conserver leurs bateaux*".

Voilà comment des serviteurs de la république finissent par se sentir propriétaires de leur fief : quand je lis aujourd'hui des [déclarations](#) de Jean-Claude Trichet et de l'eurogroupe, je ne peux m'empêcher de faire le parallèle. Ils sont encore là, ceux qui veulent se passer de l'opinion démocratique, pour conserver leur petit pré carré.

A l'heure où [n'importe qui](#) peut se dire gaulliste, il peut aussi être utile de rappeler quelle conception de la France était la sienne, incompatible avec la paralysie européenne actuelle, d'où rien de grand ne peut sortir :

*"...le côté positif de mon esprit me convainc que la France n'est réellement elle-même qu'au premier rang ; que, seules, de vastes entreprises sont susceptibles de compenser les ferments de dispersion que son peuple porte en lui-même ; que notre pays, tel qu'il est, parmi les autres, tels qu'ils sont, doit, sous peine de danger mortel, viser haut et se tenir droit. Bref, à mon sens, la France ne peut être la France sans la grandeur.*

De Gaulle n'est sans doute pas un très grand écrivain, il donne parfois dans l'emphase et la grandiloquence. Ce tome se finit ainsi sur une image un peu alambiquée : "*Penché sur le gouffre où la patrie a roulé, je suis son fils, qui l'appelle, lui tient la lumière, lui montre la voie du salut...*"

Il a quand même un style fort, capable de formules mémorables. C'est dans ce premier tome qu'on relit avec surprise, tant cette phrase semble aujourd'hui sortie de nulle part, "*Vers l'Orient compliqué je volais avec des idées simples*".

Enfin, une subtile ironie n'est pas absente, qui laisse percer le fait que de Gaulle savait prendre du recul avec son personnage. Je crois qu'on peut lire en effet comme ironique, au deuxième degré, ce passage étonnant :

*"Or, voici que Catroux [général à cinq étoiles, supérieur hiérarchiquement à de Gaulle] arrivait du Caire. Au repas, je levai mon verre en l'honneur de ce grand chef, à qui je portais, depuis toujours, une déférente amitié. Il répondit d'une façon très noble et très simple qu'il se plaçait sous ma direction. Eboué et tous les assistants connurent, non sans émotion, que, pour Catroux, de Gaulle était, désormais, sorti de l'échelle des grades et investi d'un pouvoir qui ne se hiérarchisait pas. [...] Quand, ayant fixé avec lui sa mission, je me séparai du général Catroux près de l'avion qui le ramenait au Caire, je sentis qu'il repartait grand*".